YOU'LL NEVER WORK ALONE.

CHAMBRE DES SALARIÉS
LUXEMBOURG

PROJET DE BUDGET D'ÉTAT

Conférence de presse du 25 novembre 2026

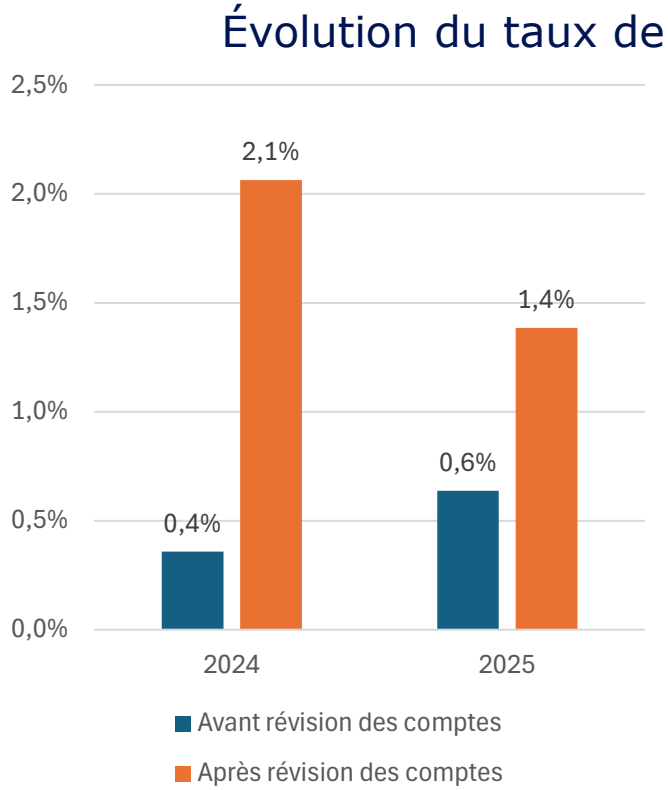
25 novembre 2026

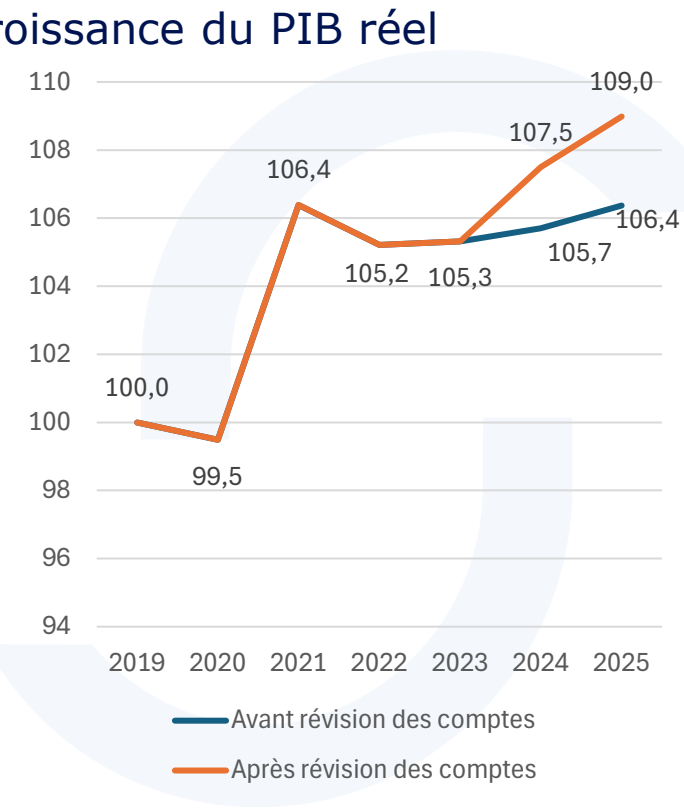
PLAN DE L'EXPOSÉ

- Situation économique et marché de l'emploi
- Finances publiques et sécurité sociale
- Investissements publics
- Logement, écologie et défense
- Situation sociale
- Dispositions fiscales

SITUATION ÉCONOMIQUE - PIB RÉEL

- Une situation économique plus favorable que préalablement estimé
- Les chiffres relatifs au PIB réel utilisés dans le projet de budget datent d'avant la révision des comptes nationaux
- En 2024 et 2025, la croissance économique au Luxembourg a en effet été **supérieure** à celle de la zone euro

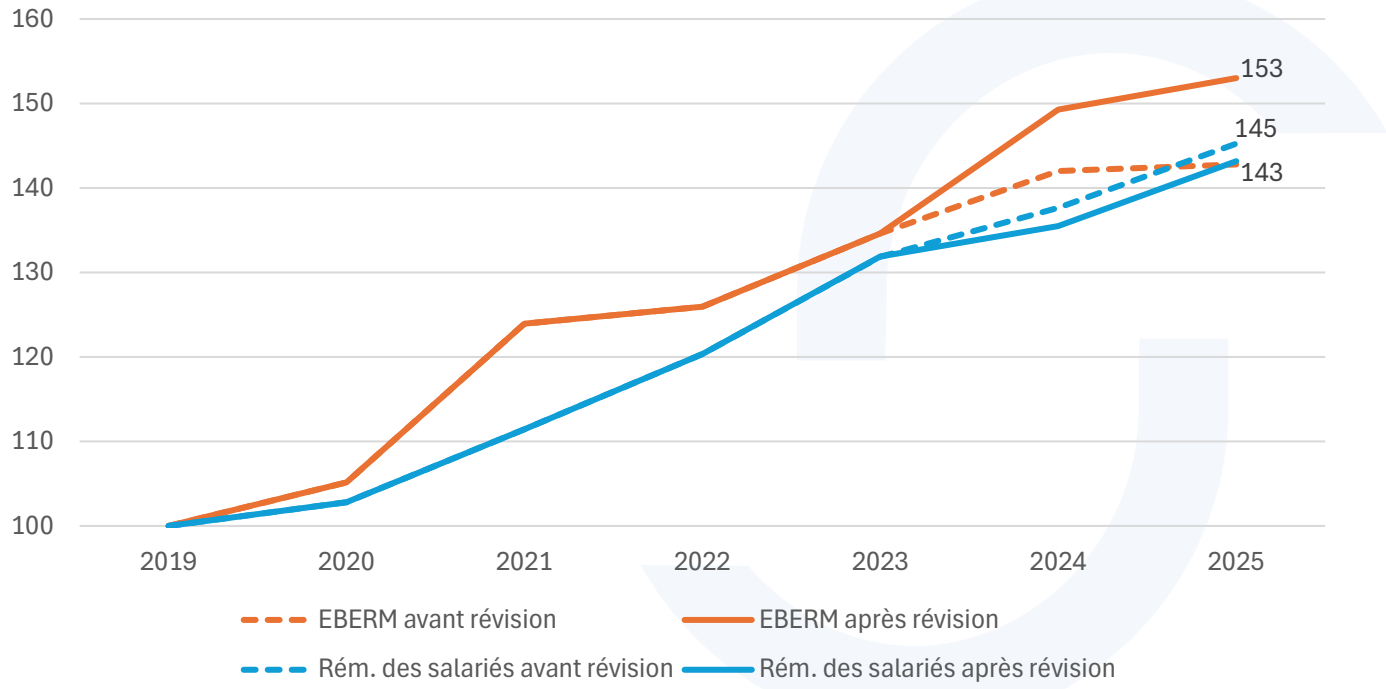




SITUATION ÉCONOMIQUE – RÉVISION DES COMPTES

- Part du capital dans le PIB sous-estimée et part salariale surestimée avant la révision des comptes

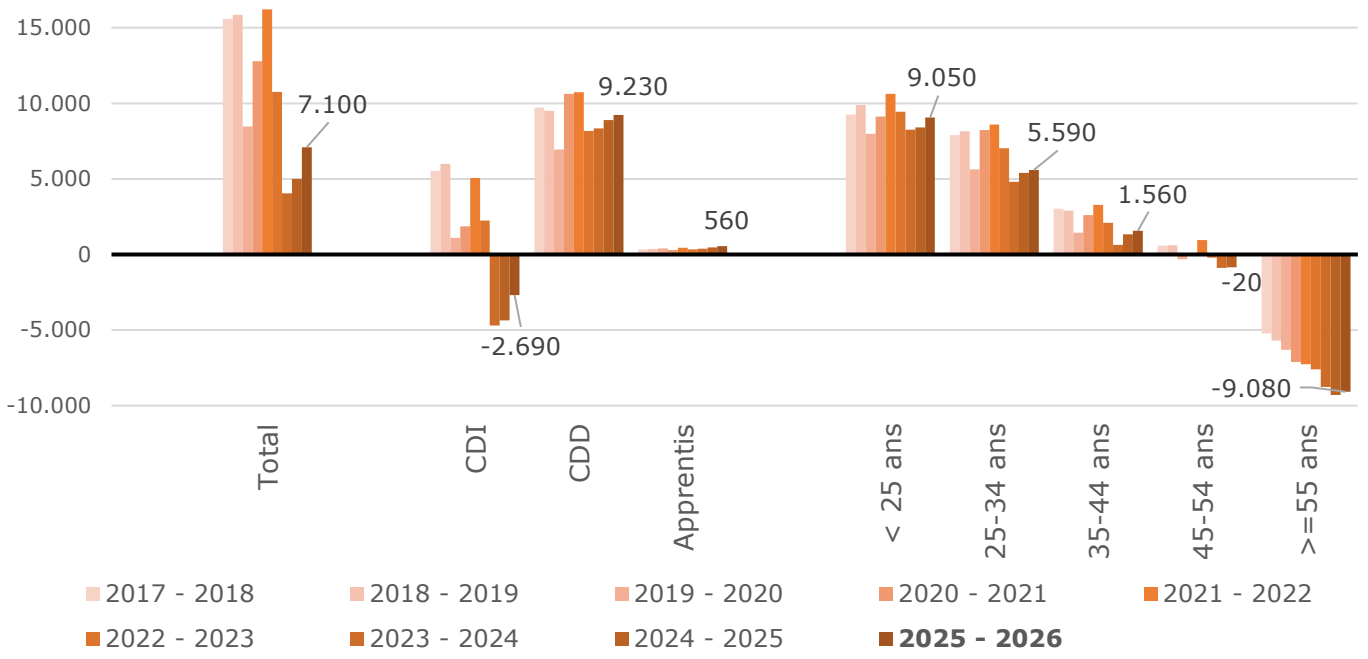
- Mesures gouvernementales prises sur base de mauvaises hypothèses



MARCHÉ DE L'EMPLOI – CRÉATION D'EMPLOIS

- Accélération de la création d'emplois, mais croissance reste faible et portée principalement par secteur public
- Création nette d'emploi repose sur des contrats plus précaires
- Solde de −2 690 postes à CDI, contre +9 230 CDD

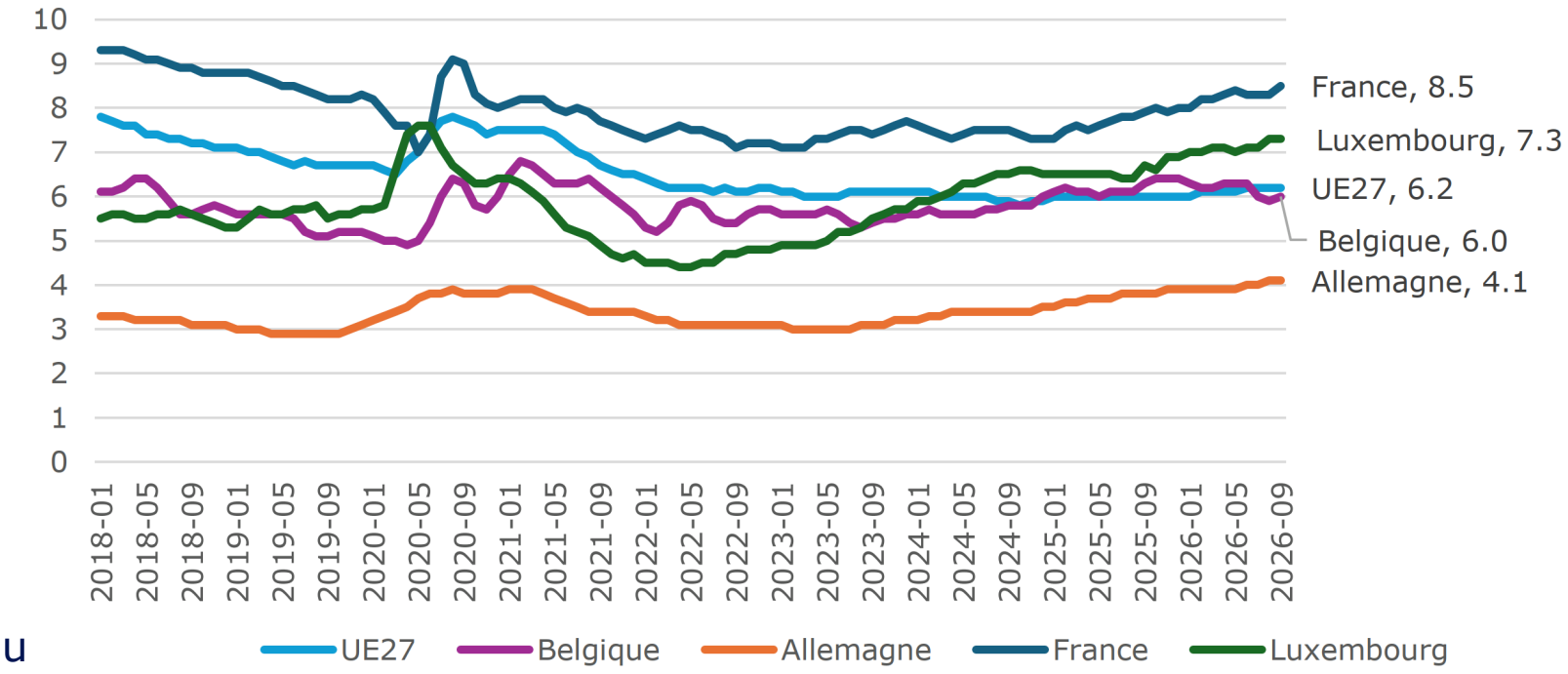
Création nette d'emplois annuelle, juin - juin



MARCHÉ DE L'EMPLOI – CHÔMAGE

- Une hausse du chômage important, mais prévisions tablent sur amélioration
- Une hausse du chômage inégale :
  - Chômage reste nettement plus élevé parmi les personnes ayant au plus niveau secondaire inférieur
  - Mais, hausse expliquée intégralement par hausse parmi les personnes ayant au moins niveau de l'enseignement supérieur

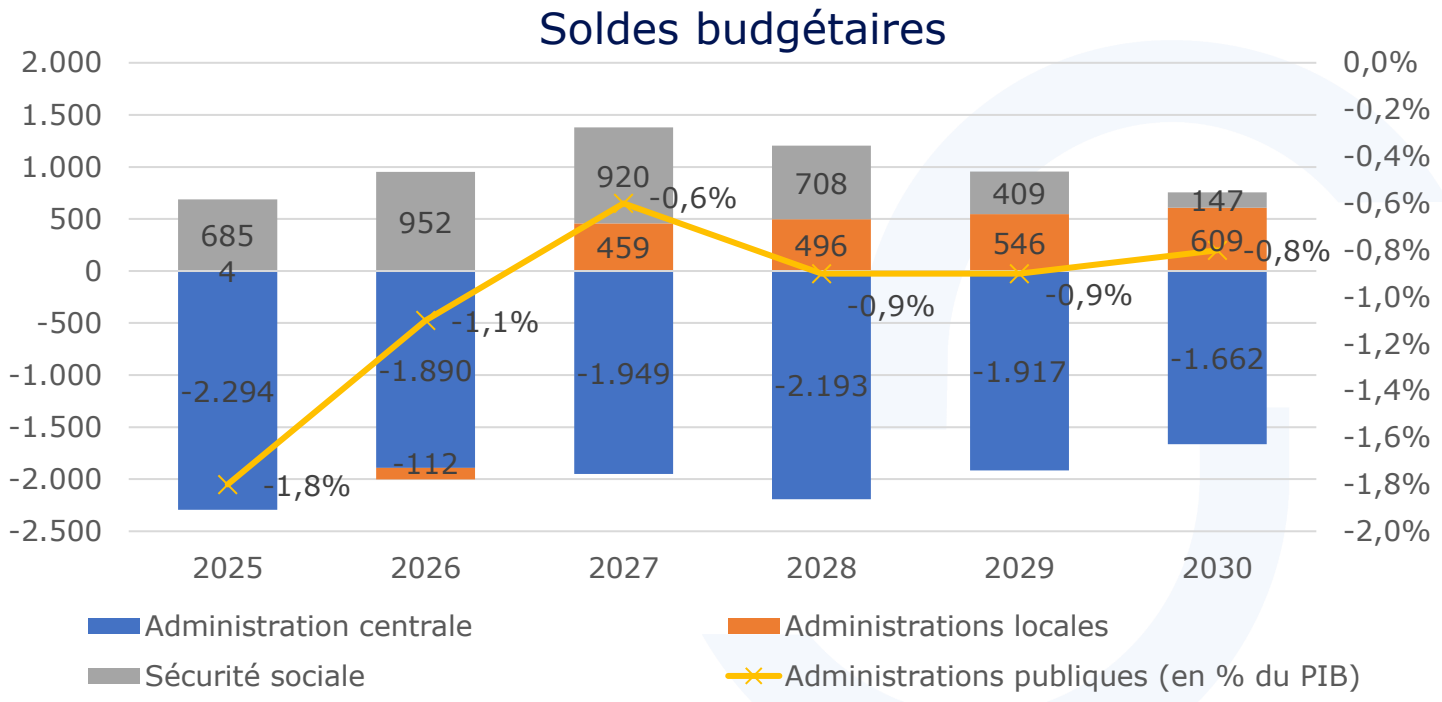
Taux de chômage mensuel BIT – 01/2018-09/2026



Source : Eurostat [Chômage par sexe et âge - données mensuelles]

FINANCES PUBLIQUES

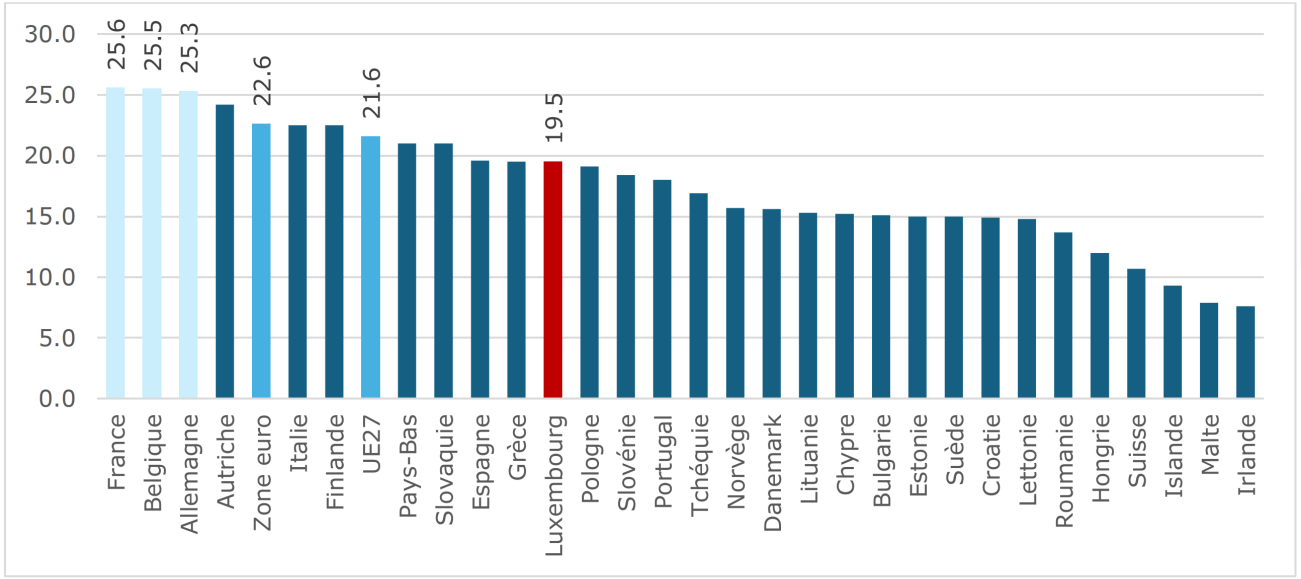
- Situation budgétaire globalement saine, plus encore en comparaison européenne
- Règle d'or respectée à tout moment



FINANCES PUBLIQUES

- **Recettes :** Malgré individualisation, impôt sur le revenu des personnes physiques ensemble avec la TVA devrait représenter quelque 49,7 % des recettes de l'administration centrale en 2030 – contre 48,6 % en 2026.
    - Le déséquilibre du financement ménages/entreprises risque de s'accentuer !
- **Dépenses :** Baisse de la part de l'investissement ; hausse des dépenses au profit de la Mutualité des employeurs

Dépenses pour prestations sociales des administrations publiques (en % du PIB) en 2024

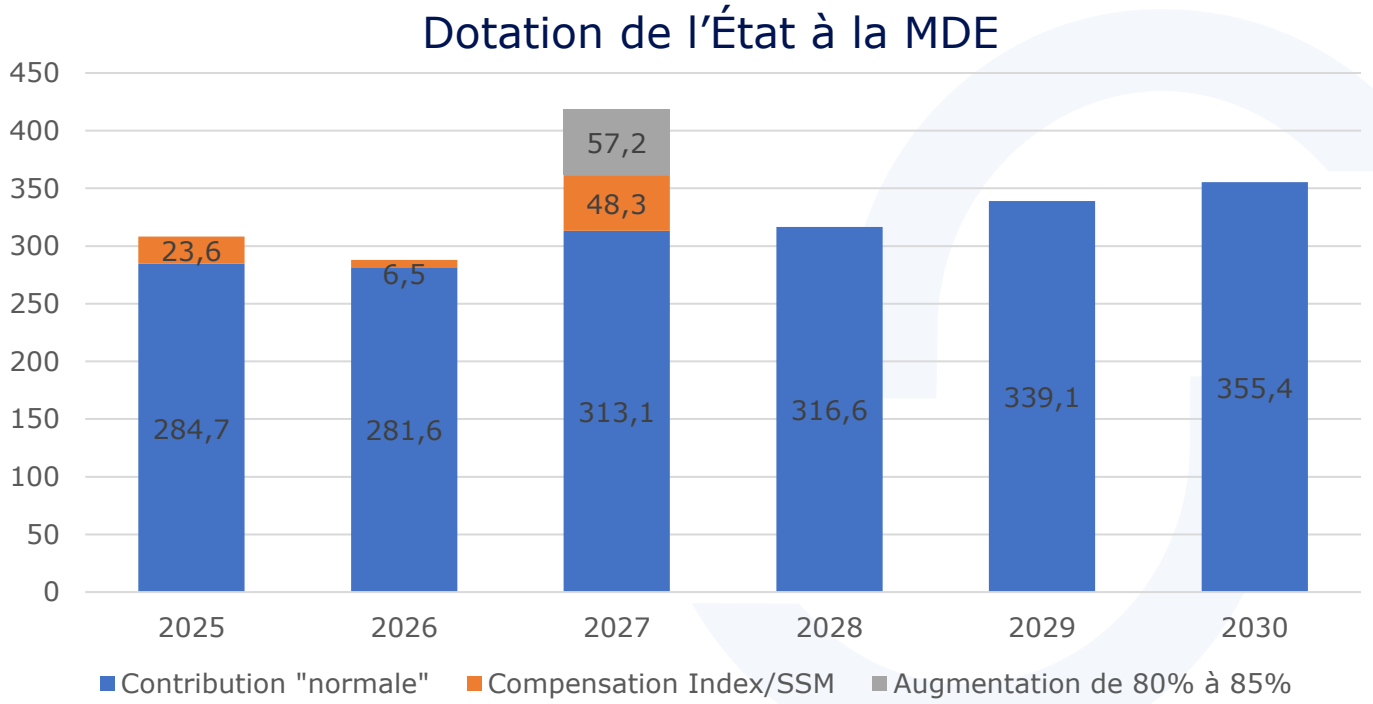


Données : EUROSTAT

YOU'LL NEVER WORK ALONE.

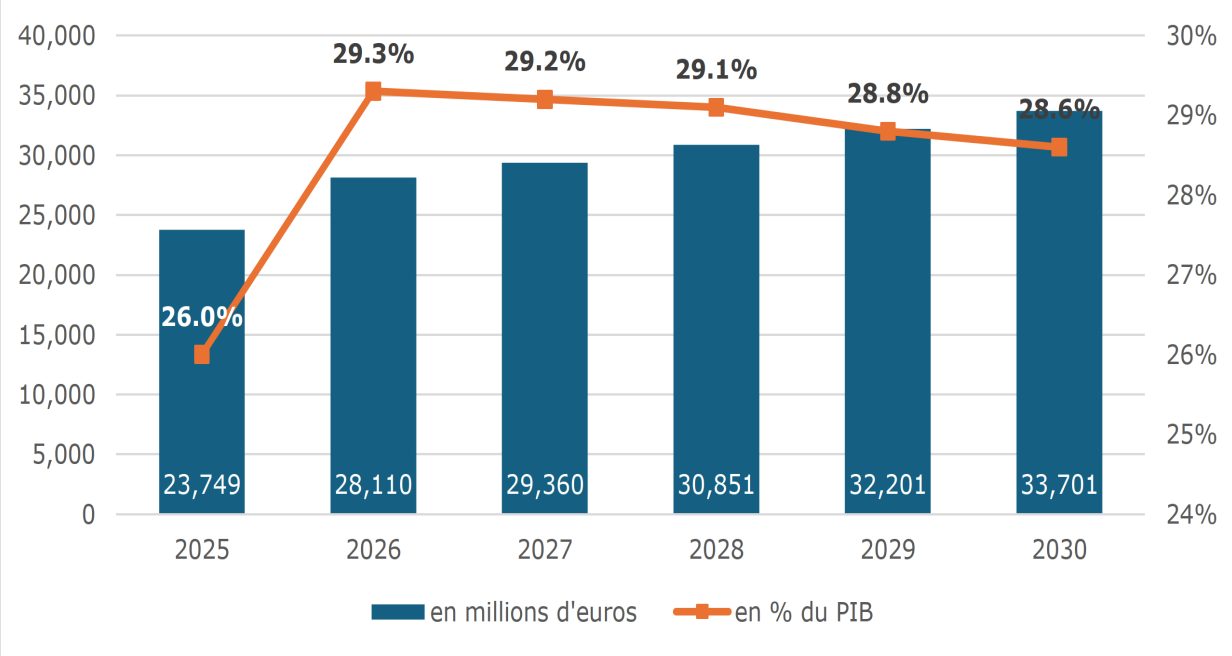
FINANCES PUBLIQUES - MDE

- Participation de l'État à la MDE augmente à plus de 400 millions d'euros en 2027 (+130 millions)
- Participation de l'État à la MDE à quasiment 45 % de ses recettes courantes



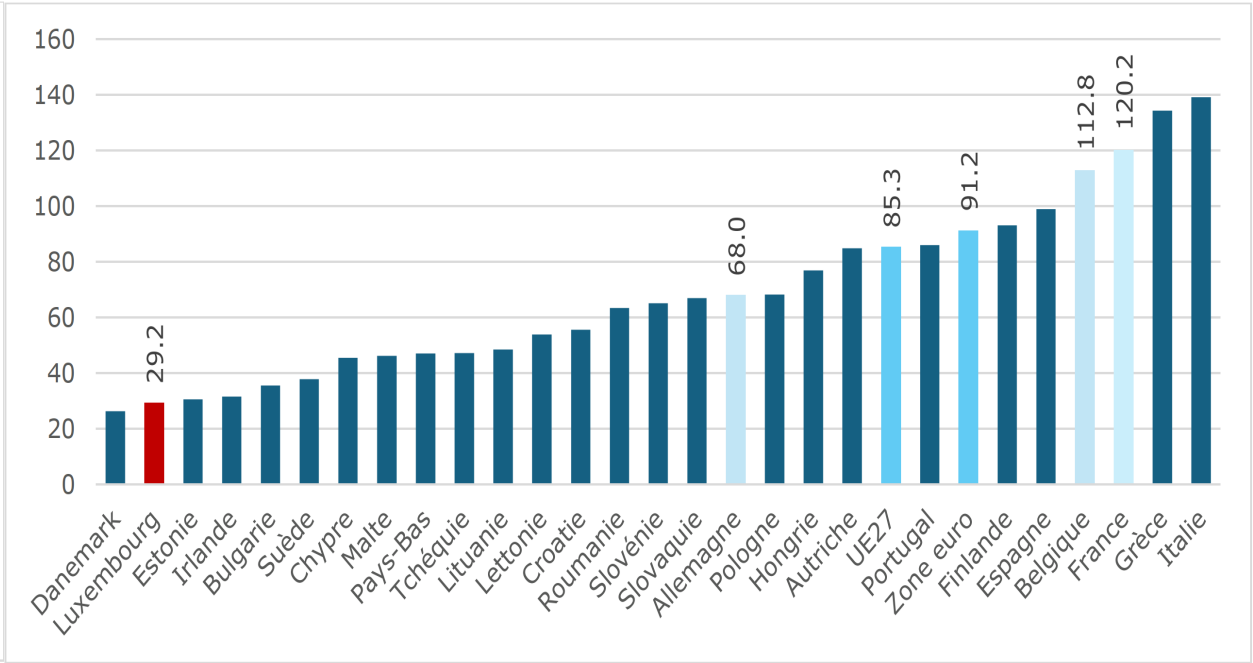
FINANCES PUBLIQUES

Évolution de la dette publique



Données : AMECO, Budget pluriannuel 2027-2030, vol. 2

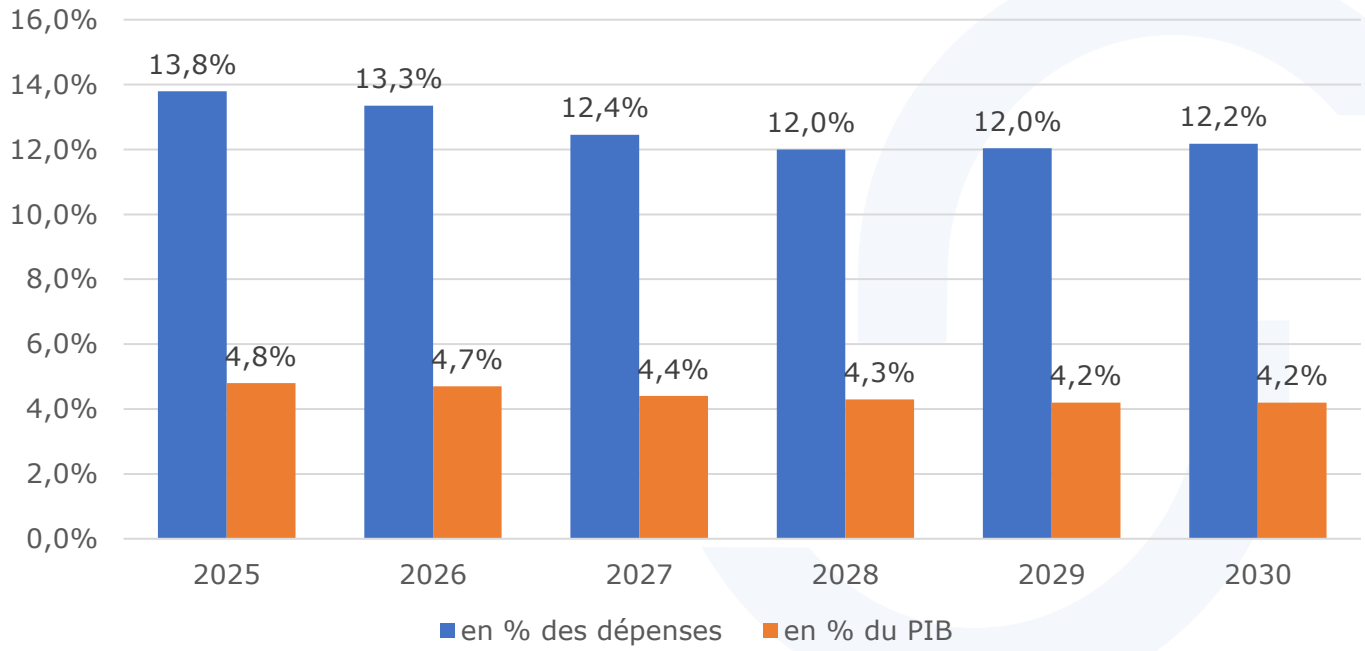
Dette publique (en % du PIB), projection pour 2027



Données : AMECO, Budget pluriannuel 2027-2030, vol. 2

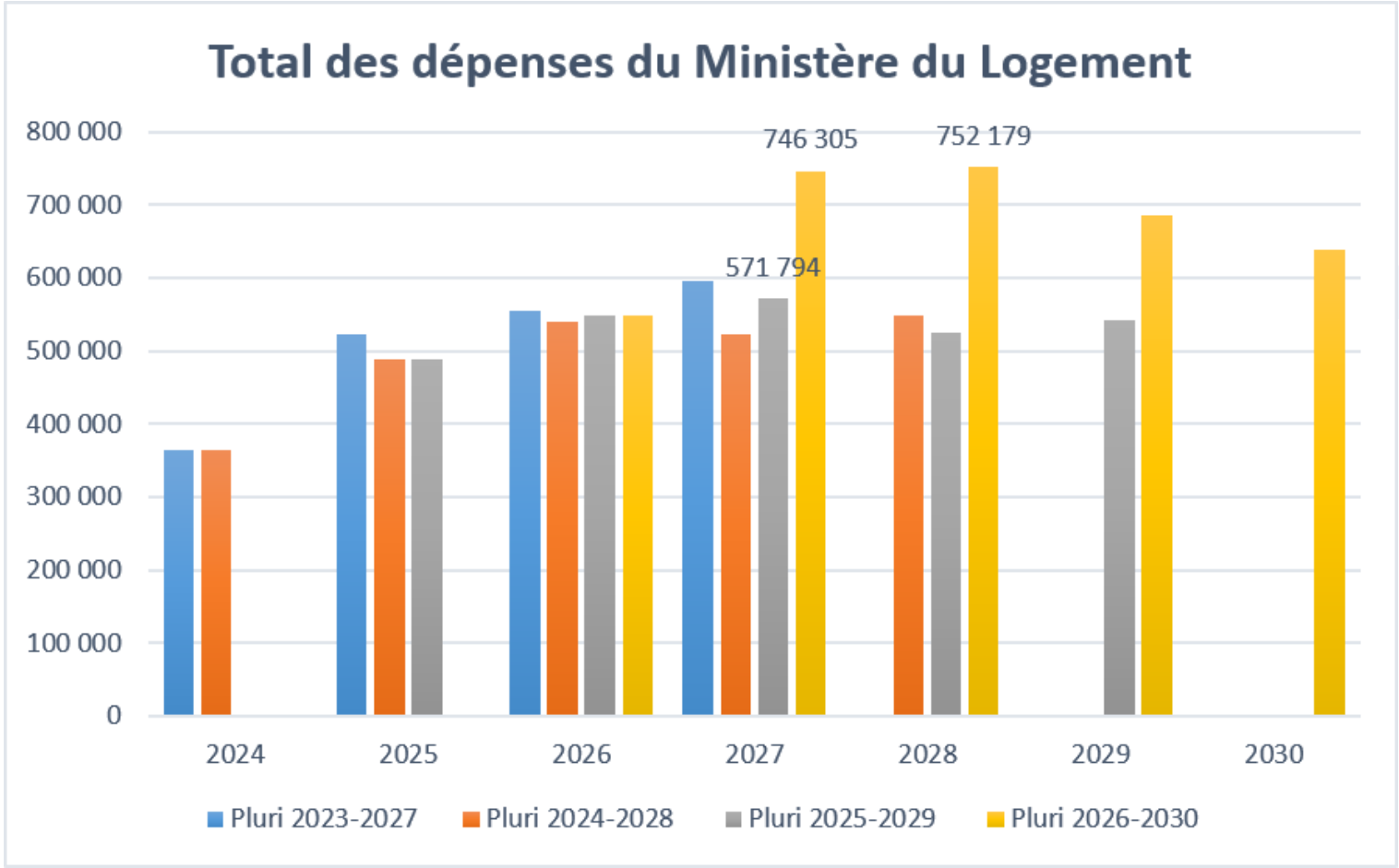
INVESTISSEMENTS PUBLICS

- Part des investissements publics dans les dépenses de l'État central en baisse
- Rapportés au PIB, la baisse est même davantage importante



LOGEMENT

- **Forte hausse des dépenses du ministère du Logement** prévues pour 2027 par rapport au précédent budget pluriannuel
- Elles passent de 572 à 746 millions
- Une trajectoire plus ambitieuse pour 2027-2030, mais orientée à la baisse après un pic de 752 millions en 2028

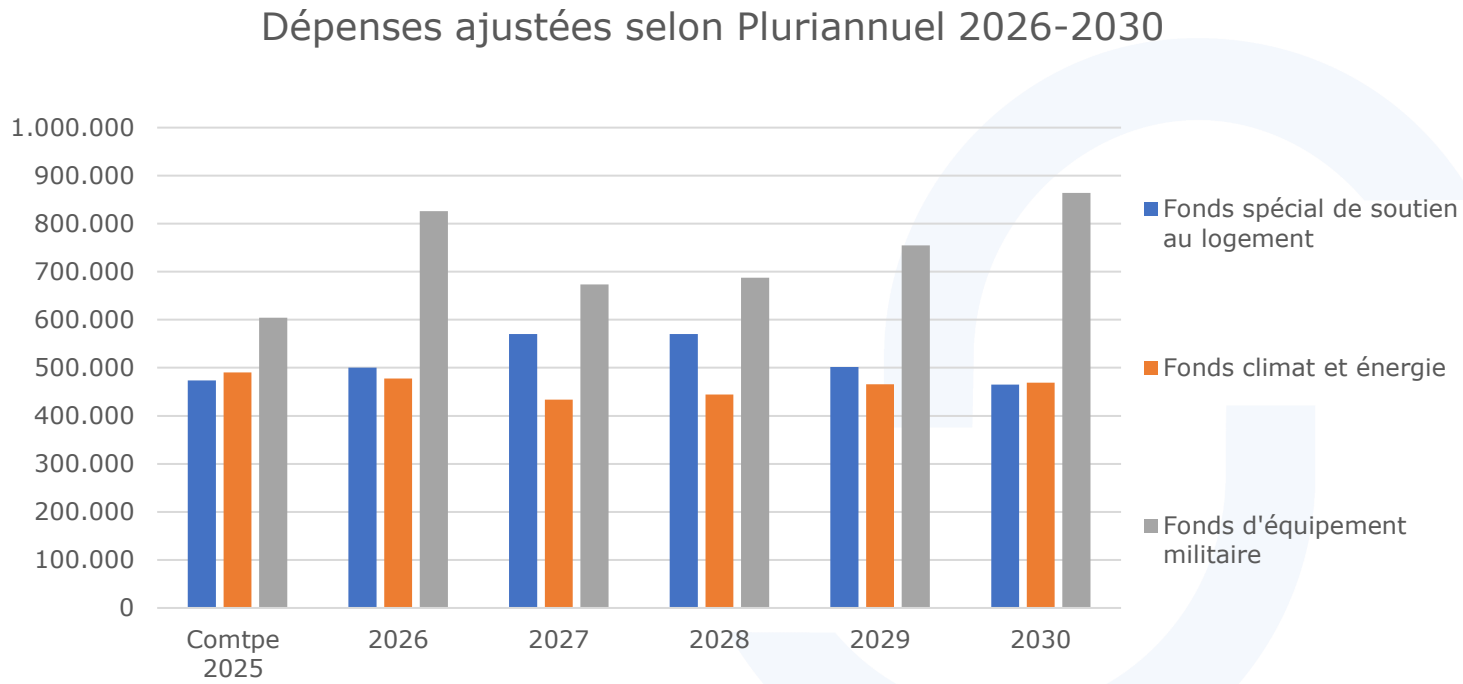


LOGEMENT

- Problème : La hausse des dépenses résulte en grande partie du programme d'acquisition de VEFA et, dans une moindre mesure, du subventionnement des logements abordables créés directement par le Fonds du logement, la SNHBM, etc.
- Par ailleurs, **les réformes structurelles nécessaires à la stabilisation du marché font toujours défaut** : réforme de l'IFON et de l'IMOB, plafonnement des loyers, registre national des logements, enregistrement systématique des loyers, mobilisation des logements inoccupés, etc.

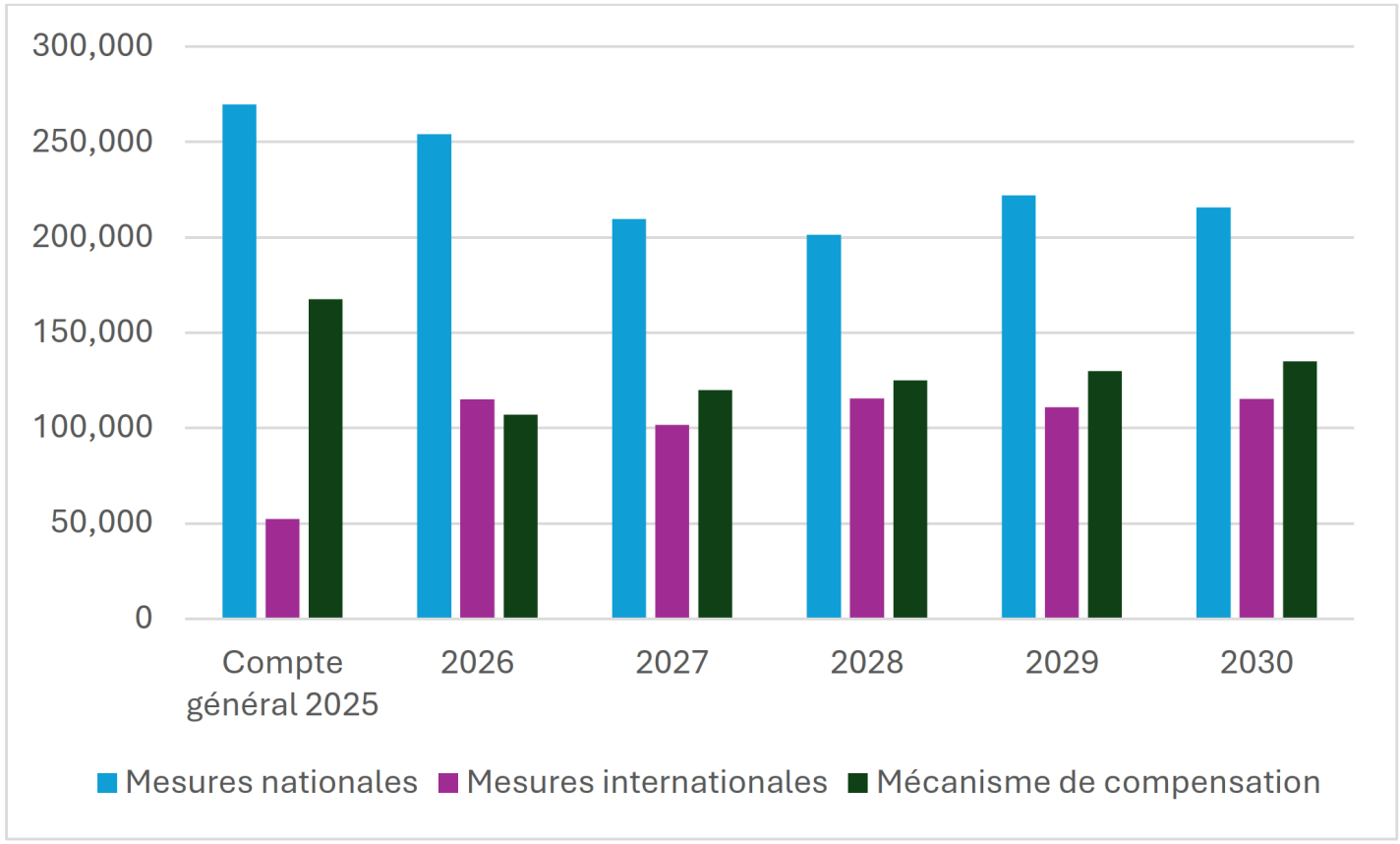
COMPARAISON LOGEMENT, ÉCOLOGIE ET DÉFENSE

- Sur l’ensemble de la période, les dépenses du Fonds d’équipement militaire (FEM) **dépassent très largement** celles du Fonds spécial pour le logement abordable et du Fonds climat et énergie (FCE).



DÉPENSES DU FONDS CLIMAT ET ÉNERGIE

Le programme des dépenses ajustées du Fonds climat et énergie (2025-2030, en milliers d'euros).

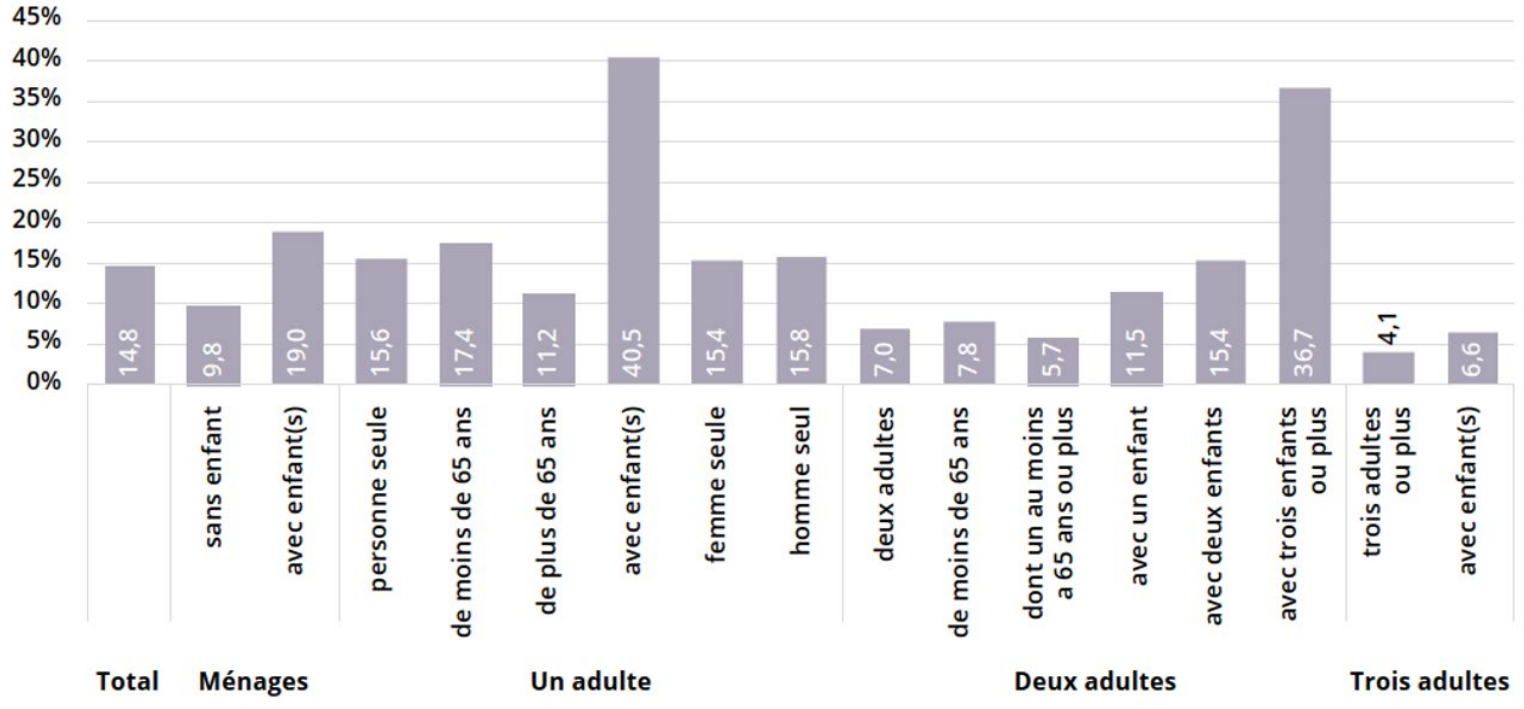


Source : Pluriannuel 2026-2030 ; Calculs et graphique : CSL.

SITUATION SOCIALE

- Problème réel et urgent en matière de risque de pauvreté
  - 40,5% des personnes seules avec enfant(s) sont en risque de pauvreté
  - 36,7% des couples avec trois enfants ou plus sont concernés

Taux de risque de pauvreté par type de ménage (au seuil de 60% du revenu équivalent médian après transferts sociaux), Luxembourg, 2025



SITUATION SOCIALE

- Hausse du budget alloué à certaines prestations sociales (allocations familiales, CVC, REVIS, CSA)
  - Évolution à saluer, mais important de garantir que les salaires et les pensions soient à un niveau adéquat en amont des aides sociales
  - Besoin d'assurer l'accès effectif aux droits : réduire le non-recours et mieux couvrir les publics insuffisamment protégés, notamment les jeunes.
- Besoin de plus de transparence en matière de PIBien-être

DISPOSITIONS FISCALES

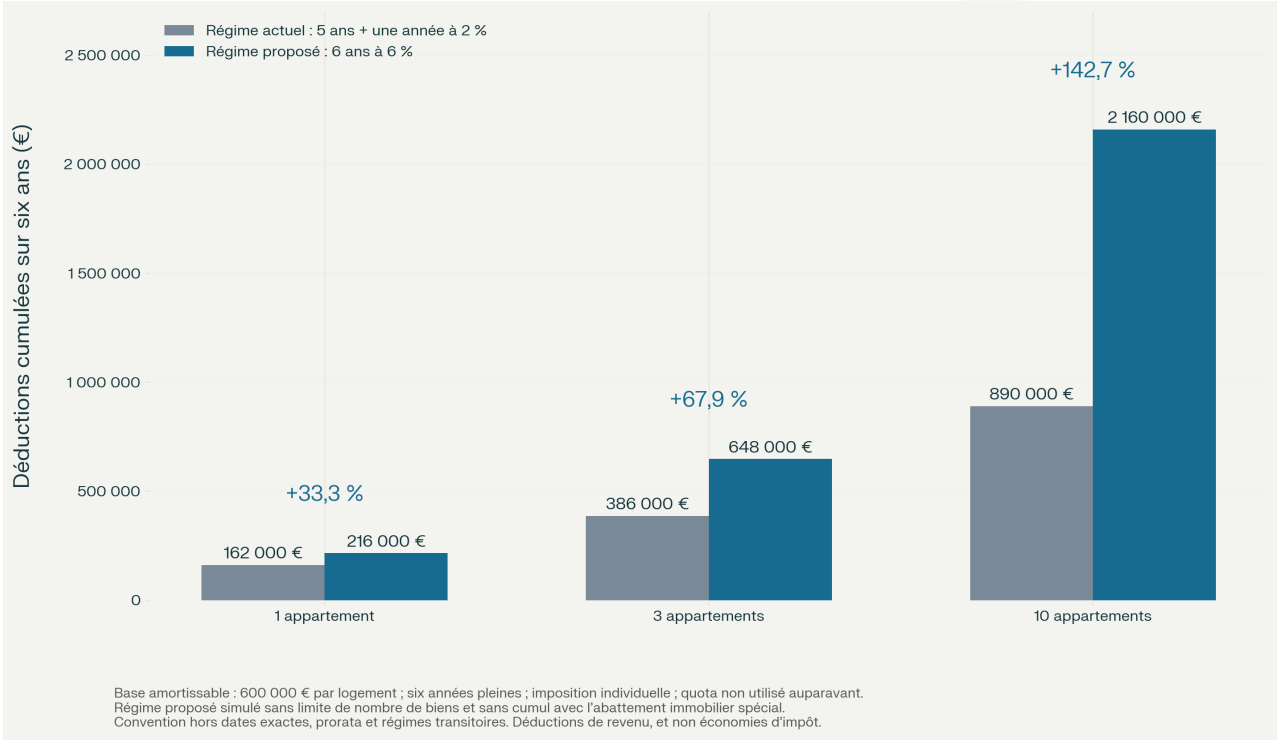
- Contrefinancement
- Baisse d'impôts importante et agressive au profit des entreprises
  - Report illimité des pertes : retour des politiques des années 90s, sans chiffrer coût fiscal ni opportunité compétitive
  - Hausse de la bonification d'investissement : déchet fiscal important pour une mesure dont les résultats tangibles sont inconnus
  - Baisse de l'IRC : déchet fiscal dont la détermination est contestable (70 millions budgétisés vs. 300 millions estimables)

➢ Risque de renforcer le déséquilibre du financement du budget entre ménages et entreprises

DISPOSITIONS FISCALES

Amortissement accéléré : Retour d'un outil représentatif pour l'échec de la politique du logement

- Mesure qui, par le passé, a conduit à une surchauffe des prix du logement, plutôt qu'à la création de logements abordables
- Le gain fiscal est particulièrement important, non pour les « petits investisseurs » achetant un deuxième bien, mais pour les très grands investisseurs achetant plusieurs (dizaines) de logements



DISPOSITIONS FISCALES

- 2 améliorations concrètes, restant toutefois insuffisantes :
  - Adaptation du barème d'impôt des personnes physiques à 1 tranche indiciaire
  - Exonération des plus-values sur capitaux mobiliers après 12 mois, plutôt que 6 mois de détention

- Pas plus de justice fiscale

YOU'LL NEVER WORK ALONE.

CHAMBRE DES SALARIÉS
LUXEMBOURG

MERCI

pour votre attention